



16 bis Place de la Victoire  
37000 Tours  
09.84.40.96.67  
charlesfournier-eelv2015.fr

Liste soutenue par :



### **A l'attention du collectif « Stop TAFTA Loiret »**

Monsieur,

A l'approche du scrutin régional des 6 et 13 décembre, le collectif « Stop TAFTA Loiret » a écrit à la liste « Écologistes, Citoyens et Solidaires », soutenue par Europe Écologie-Les Verts et par Nouvelle Donne.

A la suite du traité CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*) qu'elle a déjà signé avec le Canada le 26 septembre 2014, l'Union européenne négocie depuis plus de deux ans un accord de libre-échange avec les États-Unis, appelé TAFTA (*Trans-Atlantic Free Trade Agreement*). Au-delà de la suppression des droits de douane, il s'agit de rapprocher les réglementations qui encadrent nos marchés, nos modes de production, nos modes de vie. Alimentation, santé, services publics, bien-être animal, OGM, données personnelles et libertés numériques, droits sociaux, environnement, tout est sur la table des négociations !

Avec le TAFTA et le CETA, ce sont nos choix de société qui seraient négociés dans la plus totale opacité. Ne s'attaquant pas seulement à des droits de douane déjà quasiment inexistants, ils visent avant tout à supprimer tout ce que les entreprises considèrent comme des « obstacles techniques au commerce ». Normes environnementales, réglementations techniques, droits sociaux : c'est le cœur de la régulation de notre économie et de nos sociétés qui est en jeu.

Avec le tribunal arbitral investisseur-Etat (ISDS), on imposerait une justice privée qui contournerait les juridictions nationales pour mieux protéger les intérêts des multinationales. Les multinationales pourraient attaquer devant des tribunaux privés les États, les collectivités et l'Union européenne contre toute décision démocratiquement adoptée qui remettrait en cause leurs profits, présents ou à venir.

Le TAFTA et le CETA menacent les législations qui protègent les citoyens, les travailleurs et l'environnement. Ils constituent un danger pour nos démocraties.

Parallèlement, depuis 2013, des négociations sont en cours en vue d'un accord multilatéral sur les services, dit TiSA (*Trade in Services Agreement*), qui prévoit l'ouverture totale et irréversible de nombreux services, y compris publics (eau, éducation, santé, transports...), à la concurrence internationale entre un sous-groupe de 48 membres de l'OMC, dont ceux de l'Union européenne, le Japon, la Turquie ou encore les États-Unis. Il pourrait aussi remettre en cause plusieurs avancées en matière de régulations, en particulier certaines normes héritées de la crise financière de 2007.

Des accords européens ou mondiaux seraient naturellement bienvenus s'ils visaient à construire un partenariat sur les normes les plus élevées en matière de lutte contre le dérèglement climatique, de protection des salariés, de la santé et des données personnelles, d'accès à l'eau ou à l'éducation, de lutte contre les paradis fiscaux, de supervision bancaire et financière... Il convient de réguler les désordres du monde, non de les aggraver.

Comme vous le savez, les mouvements Europe Ecologie-Les Verts et Nouvelle Donne sont mobilisés à vos côtés et sont d'ailleurs membres du collectif « Stop TAFTA Loiret ». Le groupe des élus EELV sortants a tenté par deux fois de faire adopter une motion déclarant la région Centre-Val de Loire hors TAFTA et CETA. Bien entendu, les candidats de notre liste s'engagent, s'ils sont élus, à jouer un rôle moteur pour qu'une telle motion soit à nouveau soumise au vote de la nouvelle assemblée régionale.

Veillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Fournier', written in a cursive style.

**Charles Fournier**

*Candidat à la présidence de la Région Centre-Val de Loire*